

Brochure n° 3011

Convention collective nationale

IDCC : 700. – **PRODUCTION
DES PAPIERS-CARTONS
ET DE CELLULOSES**
(Ingénieurs et cadres)
(5^e édition. – Avril 2003)

Brochure n° 3019

Convention collective nationale

IDCC : 1689. – **FABRIQUES D'ARTICLES DE PAPETERIE
ET DE BUREAU**
(Ouvriers, employés,
agents de maîtrise, cadres)
(7^e édition. - Juin 2005)

Brochure n° 3054

Convention collective nationale

IDCC : 925. – **DISTRIBUTION ET COMMERCE DE GROS
DES PAPIERS-CARTONS**
(Ingénieurs et cadres)
(5^e édition. – Septembre 2001)

Brochure n° 3068

Convention collective nationale

IDCC : 707. – TRANSFORMATION
DES PAPIERS-CARTONS
ET DE LA PELLICULE CELLULOSIQUE
(Ingénieurs et cadres)
(7^e édition. – Juillet 2003)

Brochure n° 3135

Convention collective nationale

IDCC : 489. – INDUSTRIES
DE CARTONNAGE
(8^e édition. – Juin 2004)

Brochure n° 3137

Convention collective nationale

IDCC : 614. – INDUSTRIE
DE LA SÉRIGRAPHIE
(9^e édition. – Août 2004)

Brochure n° 3158

Convention collective interrégionale

IDCC : 802. – PAPIERS-CARTONS
(Distribution et commerces de gros)
OETDAM
(4^e édition. — Mars 2005)

Brochure n° 3242

Convention collective nationale

IDCC : 1492. – **PRODUCTION
DES PAPIERS-CARTONS
ET DE CELLULOSES
(OEDTAM)**

(6^e édition. – Août 2005)

Brochure n° 3250

Convention collective nationale

IDCC : 1495. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS ET CARTONS
ET INDUSTRIES CONNEXES
(OEDTAM)**

(5^e édition. – Septembre 2003)

**AVENANT N° 6 DU 23 NOVEMBRE 2005
À L'ACCORD PROFESSIONNEL DU 14 DÉCEMBRE 1994
RELATIF AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CFA**
NOR : ASET0551439M

Objet

Conformément à l'article R. 964-16-1 du code du travail, les parties signataires de l'accord professionnel modifié du 14 décembre 1994 entendent préciser les conditions de financement des frais de fonctionnement des centres de formation d'apprentis (CFA) conventionnés par l'Etat ou les régions.

En conséquence, elles décident d'introduire une annexe à l'accord du 14 décembre 1994 rédigée comme suit :

**Annexe relative aux dépenses de fonctionnement
des centres de formation d'apprentis (CFA)**

1. Priorités en matière de développement de l'apprentissage

Les industries des papiers et cartons ont souhaité développer qualitativement et quantitativement l'apprentissage, à travers une filière de formation complète que la branche a su mettre en place depuis de nombreuses années.

Elles réaffirment la volonté de poursuivre leur politique en ce sens afin de conforter l'offre de formation disponible sur l'ensemble du territoire et de favoriser, prioritairement, l'insertion professionnelle des jeunes sans qualification.

2. Organisme paritaire agréé et liste des centres de formation d'apprentis concernés

FORMAPAP est l'organisme paritaire collecteur agréé désigné par la branche des industries des papiers et cartons pour financer les dépenses de fonctionnement des centres de formation d'apprentis, dans le cadre des contributions versées au titre de la professionnalisation.

La liste des centres de formation d'apprentis bénéficiaires d'un financement par FORMAPAP est arrêtée chaque année par son conseil d'administration.

3. Montant des contributions collectées

Le financement des centres de formation d'apprentis par FORMAPAP est assuré par une partie de la contribution formation professionnelle appelée « professionnalisation » dont sont redevables les entreprises en application des articles L. 951-1 et L. 952-1 du code du travail.

En tout état de cause, le montant global destiné au financement des centres de formation d'apprentis ne peut excéder 35 % du montant de la contribution professionnalisation.

4. Modalités d'association des instances paritaires

L'attribution d'aides financières de FORMAPAP à des centres de formation d'apprentis au titre de la professionnalisation se décide dans le cadre de trois instances paritaires qui interviennent successivement :

- une commission technique paritaire examine l'ensemble des demandes adressées à FORMAPAP par les centres de formation d'apprentis sur la base d'un dossier type ;
- au vu de l'avis dudit comité, le bureau de FORMAPAP détermine, au regard des sommes disponibles pour l'exercice, les montants qui pourraient être attribués aux centres de formation d'apprentis demandeurs ;
- le conseil d'administration de FORMAPAP statue en dernier ressort sur les propositions présentées par le bureau et définit l'enveloppe accordée à chaque centre de formation d'apprentis.

5. Justifications des demandes présentées par les CFA et conditions d'utilisation des fonds

Les demandes de financement sont présentées sur la base d'un dossier type, complété par chaque centre de formation d'apprentis, et accompagné d'un budget prévisionnel.

Chaque année, le bureau puis le conseil d'administration de FORMAPAP vérifient l'utilisation de la dotation attribuée pour l'exercice antérieur à chaque centre de formation d'apprentis sur la base des documents comptables qui leur auront été transmis à cet effet.

Fait à Paris, le 23 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Association française des distributeurs de papiers (AFDP) ;
Fédération des articles de papeterie ;
Fédération française du cartonnage ;
UNIPAS.

Syndicats de salariés :

Fédération chimie-énergie FCE-CFDT ;
Fédération française de la communication écrite, graphique et audiovisuelle CFTC ;
FIBOPA CFE-CGC ;
FILPAC-CGT ;
Fédération du papier carton FO.